

Le ministre pourra dire en réponse, que tout cela est théorique, hypothétique, mais à en juger par la déclaration faite dans le discours du trône à l'Assemblée législative de Québec, cela devient plus que théorique, et les membres du comité ont droit, je pense, à quelques explications sur les intentions du gouvernement à l'égard non des conditions qui existent présentement mais de celles qui pourraient bien survenir advenant qu'une telle situation se présente.

Avant de terminer, je recommanderais au ministre de bien prendre en considération la loi sur la Cour suprême. L'article 55 offre une solution peu compliquée et efficace, je pense. Il donne au gouverneur en conseil le droit de saisir la Cour suprême non seulement des mesures législatives existantes mais aussi des pouvoirs d'une Assemblée législative provinciale ou du gouvernement fédéral, que ces pouvoirs aient été exercés dans le passé ou qu'ils soient susceptibles de l'être.

S'il devient évident qu'une loi précise sera présentée au Québec, il incombera au gouvernement d'invoquer la loi sur la Cour suprême pour demander à ce tribunal une opinion sur la situation. J'en fais la proposition au ministre en toute sincérité. A mon avis, le gouvernement ne devrait pas attendre à la dernière minute, attendre l'adoption d'une loi provinciale qui entrerait en conflit direct avec la loi fédérale. On se demande très sérieusement si oui ou non la mesure que les députés sont invités à adopter est valide en raison de l'application possible de la loi provinciale.

M. Simpson: Je me demande si le ministre éclairerait un peu ma lanterne relativement à certains versements qui ne seront pas considérés comme revenu. Il a donné des explications complètes à la Chambre et au réseau national de télévision, je le sais, mais je pourrais peut-être poser la question de cette façon-ci: le ministre a dit que l'aide des parents, la propriété immobilière, les fonds en banque, et, sauf erreur, l'assistance sociale, ne seront pas considérés comme revenu quand on calculera le revenu du vieillard pensionné. Le ministre songe-t-il à autre chose? Nous dirait-il très brièvement ce qu'il laisserait encore dans cette catégorie?

L'hon. M. MacEachen: Monsieur le président, dans la mesure législative proposée, nous définissons le revenu suivant la loi de l'impôt sur le revenu. Outre les articles mentionnés par le député de Churchill, nous ne

considérerions pas comme revenu, dans la perspective de ce supplément, les prestations d'assurance-chômage, par exemple, ni les prestations accordées aux termes de la loi sur les accidents du travail, ni l'assistance sociale sous une forme quelconque, sans exclure les allocations aux anciens combattants, ni les pensions d'invalidité pour service de guerre des anciens combattants, en un mot, aucune pension accordée comme dommages-intérêts.

Voilà des éléments additionnels qui me viennent présentement à l'esprit comme n'étant pas comptés. Nous ne comptons pas les dons ou les cadeaux de parents ou d'amis. Par exemple, nous ne prévoyons pas que les vieillards pensionnés recevant des cadeaux de leurs enfants, devraient considérer ces cadeaux comme revenu. Vous vous en souvenez sans doute, le comité du Sénat sur la gérontologie a recommandé que tout revenu en espèces soit considéré comme revenu aux fins du programme, mais nous n'avons pas accepté cette définition. Nous avons accepté la définition du revenu énoncée dans la loi de l'impôt sur le revenu et nous avons éliminé ainsi bon nombre d'éléments dont l'incorporation avait été recommandée par le Sénat.

M. Simpson: Le ministre ne pourra peut-être me répondre—c'est une chose que j'ignore moi-même—mais je me demandais si les versements faits aux Indiens en vertu des traités, sont, aux termes de la loi de l'impôt sur le revenu, classifiés comme revenu. Le ministre assurerait peut-être à la Chambre que ces versements ne seront pas pris en considération quand on calculera le revenu des Indiens dans l'application de l'aide supplémentaire additionnelle?

L'hon. M. MacEachen: Monsieur le président, on a déjà soulevé cette question. Je l'étudierai, et j'essaierai d'y répondre.

M. Simpson: Lorsque le ministre se renseignera, songera-t-il à insérer une disposition dans le projet de loi? Il a parlé de dommages-intérêts. A mon avis, les sommes versées aux Indiens, aux termes des traités, compensent dans une certaine mesure, la perte de certains de leurs biens. Le ministre devrait examiner cette question avec soin, et insérer une des positions dans le projet de loi.

L'hon. M. MacLean: Monsieur le président, je voudrais poser une question au ministre pour faire suite à celles qu'on lui a déjà posées. Sauf erreur, il est essentiel de considérer